

répond des droits et des devoirs envers le pays. Or en 1945, par les traités de Potsdam, quand les îles Taïwan revinrent à la Chine, c'est à l'État chinois et non au gouvernement chinois que cette remise fut effectuée. Si, depuis 1945, le gouvernement chinois a changé, Taïwan continue d'appartenir à l'État chinois. Il serait donc faux de prétendre, selon la conception bulgare, que Pékin se rend actuellement coupable d'agression par ses agissements sur Taïwan. Si Pékin ne s'avère pas ainsi agressif, il représenterait le peuple chinois et mériterait de siéger, comme tel, à l'ONU.

Au dire de la Roumanie, lors du même débat, la politique américaine renfermerait un faux principe, à savoir: ce qui ne convient pas aux États-Unis ne convient pas aux Nations Unies. Si Washington reconnaissait Pékin, ceci impliquerait qu'il l'admet aux Nations Unies. Or, d'après le représentant roumain, Washington ne reconnaît pas Pékin, car cela nuirait à la politique américaine en Extrême-Orient.

La Russie, à son tour, craint que si Pékin est tenu à l'écart, cela diminue le caractère universel des Nations Unies, puisque le continent chinois offre une population de 600 millions d'habitants, alors que Chiang Kai-Shek ne gouvernerait que 10 millions de sujets. La thèse soviétique entrevoit une augmentation de prestige pour les Nations Unies si Pékin est accepté à l'ONU.

Un autre pays a apporté une nuance dans son argumentation. Le Cambodge affirme que le peuple chinois aime son gouvernement communiste, qu'il se montre fier de sa nouvelle vie et de ses nouveaux progrès industriels et économiques.

Ces arguments semblent presque identiques aux remarques invoquées par le représentant de Vancouver-Est.

Et le Cambodge continue à s'exprimer ainsi en disant qu'il semble assuré que le peuple chinois ne désirerait jamais retourner au régime de Chiang Kai-Shek.

La Birmanie, pour sa part, serait en faveur de discuter, à l'Assemblée générale, de l'admission de Pékin à l'ONU, afin d'éviter la guerre. Les Nations Unies, dit-elle, existent dans le but d'éviter que les nations se rencontrent sur les champs de bataille. Or, la situation apparaît si explosive dans cette région de l'Extrême-Orient qu'il devient urgent de la résoudre avant qu'il ne soit trop tard.

L'Union des Arabes prétend qu'il faut se soumettre aux réalités politiques. Pour eux, le seul gouvernement chinois relève de Pékin.

La Hongrie, de son côté, qualifie de ridicule l'attitude de refuser l'admission de Pékin à l'ONU. Elle compare ce geste à la

Rome moyennageuse qui, malgré les protestations de Copernic, décrétait par un édit que le soleil tournait autour de la terre.

L'Inde se demande pourquoi les États-Unis, s'ils croient posséder de sérieuses raisons pour refuser Pékin à l'ONU, n'acceptent pas de les exposer à la pleine lumière de l'Assemblée générale?

Voilà, monsieur l'Orateur, les arguments favorables à la reconnaissance de la Chine communiste au siège des Nations Unies invoqués par les pays sympathisant avec la doctrine de Moscou et de Pékin.

Parmi les arguments défavorables, il y a évidemment ceux qui ont été fournis par le délégué de Formose, le délégué de Chiang Kai-Shek, lequel plaide que Formose représente actuellement le peuple chinois, suivant toutes les normes de la charte des Nations Unies. En effet, lisons-nous au préambule de ladite charte, cette déclaration:

Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre, etc., etc.

Le délégué formosien déclarait alors que seul un État pacifique pouvait aspirer à l'ONU; or, comment le régime communiste peut-il se présenter comme agent pacificateur après avoir envahi la Corée et y avoir tué des millions d'humains? Certains pays sympathiques à Pékin soutiennent qu'il y va de l'avenir de la paix. Mais on n'a pas le droit de marchander la liberté humaine sous le noble prétexte d'établir la paix.

Le Royaume-Uni qui, pour sa part, avait déjà reconnu le gouvernement de Pékin de façon unilatérale et individuelle pour entretenir avec ce dernier des relations commerciales pense, au cours de cette 13^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, que la discussion de ce problème controversé augmenterait trop la tension internationale déjà assez forte.

Lors de la 13^e session de l'Assemblée générale, l'honorable Sidney Smith faisait part de l'attitude du gouvernement canadien relativement à cette question importante. Il indiquait d'abord qu'une grande difficulté d'expression avait surgi depuis qu'une activité militaire menaçait le maintien de la paix dans la zone de Taïwan et qu'il serait utopiste d'étudier le problème chinois à l'écart de ce qui se produisait dans cette zone stratégique. Il était d'avis qu'il n'était pas convenable que la question d'admettre ou non la Chine communiste à l'ONU soit actuellement soulevée, car la tension internationale, activée par les agissements militaires en Extrême-Orient, n'offrait pas d'atmosphère propice à développer un tel sujet.